

Pour des bâtiments plus durables grâce à une ambitieuse politique de rénovation

Déclaration du groupe Santé et citoyenneté

Le groupe Santé et citoyenneté partage le constat et les trois défis à relever - environnemental, économique, social dont l'accessibilité doit être partie intégrante - de la rénovation durable des bâtiments.

A ces trois défis, qui ne peuvent être relevés séparément, s'ajoute le défi sanitaire, notamment pour les logements individuels et collectifs.

En effet, les conditions de l'habitat sont étroitement liées aux questions de santé. Vivre dans une passoire thermique augmente les risques de maladies cardio-vasculaires et respiratoires pour les 12 millions de personnes concernées par la précarité et l'exclusion énergétiques.

Un récent rapport de France Stratégie, met en exergue que la rénovation énergétique des logements dont la température intérieure est inférieure à 16 degrés permettrait d'éviter chaque année le décès de 2 200 personnes et des coûts de santé à hauteur de 10 milliards d'euros.

À cette situation déjà prégnante avant la crise de l'énergie, le dernier tableau de bord de l'Observatoire national de la précarité énergétique vient alerter sur les conséquences de l'augmentation des prix de l'énergie pour les ménages les plus vulnérables vivant dans des passoires énergétiques. Pour apporter une réponse à ce cumul d'inégalités : sociale, économique, environnementale et sanitaire sans oublier les inégalités femmes-hommes, la mise en place d'une politique ambitieuse est urgente.

Cette politique doit se traduire par des mesures de soutien et d'accompagnement en particulier pour les plus modestes, en visant un reste à charge nul.

Elle doit aussi s'accompagner d'actions d'information et sensibilisation accessibles à toutes et tous. Pour déployer ces actions, l'ensemble des acteurs de la société civile, pourrait, chacun à son niveau, intervenir auprès des citoyennes et des citoyens, pour expliquer les enjeux de la rénovation performante de leurs logements et pour relayer les mesures d'accompagnement.

Le changement d'échelle pour une rénovation globale des bâtiments implique d'améliorer l'attractivité des métiers comme le souligne l'avis. Ce changement d'échelle implique aussi de sensibiliser les jeunes, et notamment les femmes, aux perspectives de croissance de ce secteur.

Cet avis apporte sa pierre à l'édifice même si les questions d'accessibilité et de financement devront être traitées. Il nous faudra collectivement rester vigilant quant à l'effectivité et à la soutenabilité des préconisations.

Le groupe Santé et citoyenneté a voté l'avis.